

Courrier au cocontractant sur la poursuite du contrat en cours

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Siège social]

[SIREN]

À l'attention de [NOM DU COCONTRACTANT]

[RAISON SOCIALE DU COCONTRACTANT]

[Adresse]

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : poursuite du contrat de [NATURE] du [DATE].

Madame, Monsieur,

Par jugement du [DATE], le Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE] a ouvert à l'égard de la société [RAISON SOCIALE] une procédure de [sauvegarde / redressement judiciaire]. Maître [NOM], administrateur judiciaire, a été désigné [avec une mission d'assistance / avec une mission de représentation].

Je vous informe que le contrat de [NATURE : fourniture, prestation, maintenance, location, distribution] conclu entre nos sociétés le [DATE],

portant sur [OBJET], se poursuit à la demande de l'administrateur judiciaire, qui en a décidé la continuation [le [DATE] / par courrier joint à la présente].

Concrètement, rien ne change dans l'exécution : les commandes, livraisons et prestations se poursuivent aux conditions du contrat.

S'agissant des règlements, les prestations fournies à compter du jugement d'ouverture vous seront réglées ****au comptant****, comme la loi l'impose lorsque la continuation du contrat est exigée ([L622-13]), II), sauf délais de paiement que vous accepteriez à la demande de l'administrateur. Modalités : [PRÉCISER : virement à réception de facture, échéance contractuelle à [X] jours]. Le prochain règlement, d'un montant de [MONTANT] euros, interviendra le [DATE].

Les sommes qui vous resteraient dues au titre de la période antérieure au jugement relèvent d'un autre circuit : elles doivent faire l'objet d'une déclaration de créance auprès du mandataire judiciaire, Maître [NOM], [adresse], dans les deux mois de la publication du jugement au BODACC. Je vous invite à y veiller.

Votre interlocuteur habituel, [NOM, FONCTION], reste à votre disposition, ainsi que moi-même, pour organiser la suite de notre relation dans les meilleures conditions.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature et qualité]

[Copie : Maître [NOM], administrateur judiciaire]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.